

Brochure n° 3002

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 2609. – ETAM

AVENANT N° 6 DU 31 JANVIER 2014

RELATIF AUX SALAIRES MINIMA

AU 1^{ER} AVRIL 2014

(BOURGOGNE)

NOR : ASET1450458M

IDCC : 2609

Entre :

La FFB Bourgogne ;

La fédération Est des SCOP du BTP,

D'une part, et

La CFE-CGC BTP Bourgogne ;

L'URCB CFDT Bourgogne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du titre III de la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment du 12 juillet 2006, étendue par arrêté ministériel du 5 juin 2007, et de l'accord collectif national du 26 septembre 2007 relatif à la classification des emplois des ETAM du bâtiment, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont trouvé un accord sur le barème de salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Bourgogne.

Pour les entreprises dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine ou à 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Bourgogne est fixé comme suit :

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE MINIMAL mensuel
A	1 489
B	1 580

NIVEAU	SALAIRE MINIMAL mensuel
C	1 675
D	1 830
E	1 973
F	2 281
G	2 572
H	2 727

Article 2

Le présent accord entre en vigueur le 1^{er} avril 2014, sauf si la publication au *Journal officiel* de l'arrêté portant extension de celui-ci intervenait avant cette date. Auquel cas, l'accord entrerait en vigueur à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Article 3

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT), dépôt des accords collectifs, à Paris 15^e, et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Dijon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Fait à Dijon, le 31 janvier 2014.

(Suivent les signatures.)